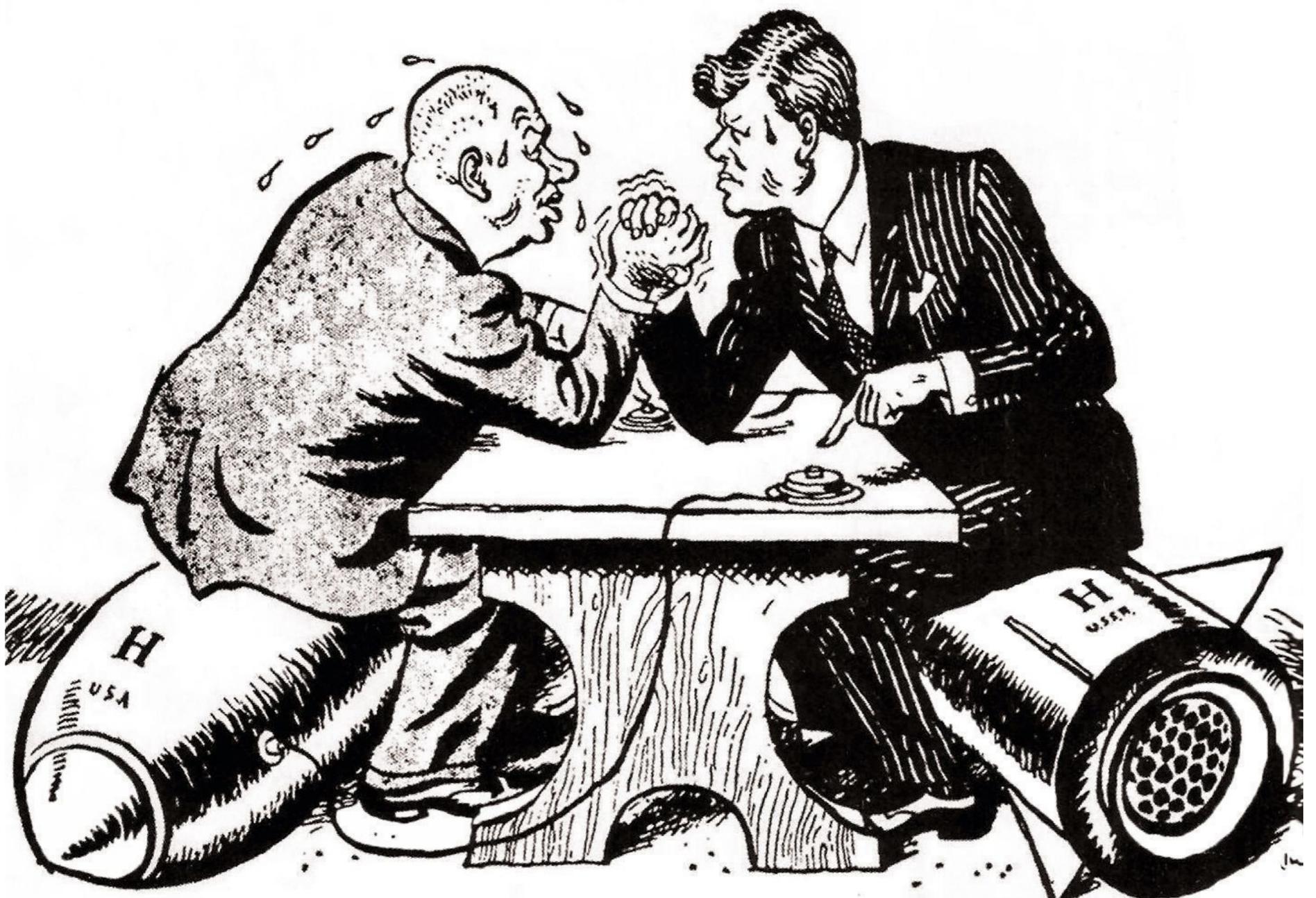


16 OCTOBRE 1962 - 16 OCTOBRE 2022 : "LE JOUR OÙ LE MONDE A FAILLI DISPARAÎTRE"

RASCHKE BERTILLE
16 OCTOBRE 2022



Leslie G. Illingworth, caricature du Daily Mail du 29 octobre 1962

DEF'INSEEC

DEFINSEEC@GMAIL.COM

06 52 66 11 59

CRISE DE CUBA : LE JOUR OÙ LE MONDE A FAILLI DISPARAÎTRE

Ce dimanche 16 octobre marquera les 60 ans de la crise des missiles de Cuba. Décisif dans la stabilisation géopolitique de l'époque, ce moment paroxystique de la guerre froide rappela les limites de la coexistence pacifique entre les États-Unis et l'URSS.

Ayant des origines multiples et des conséquences encore actuelles, la crise de Cuba continue de marquer les relations diplomatiques dans la région. De plus, le contexte politique actuel n'est pas sans rappeler celui de 1962 : en effet, le 25 avril dernier, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov mettait en garde les Occidentaux contre le danger « réel » d'une troisième guerre mondiale. Le risque d'une escalade menant cette fois-ci à un affrontement nucléaire; voilà qui n'est pas sans rappeler la crise des missiles nucléaires de Cuba.

CUBA : ENTRE DOMINATION ESPAGNOLE ET SOUMISSION AMÉRICAINE

Découverte par les Conquistador, l'île de Cuba devient une colonie de la Couronne d'Espagne grandement appréciée pour ses cannes à sucre et ses terres agricoles riches. Après quatre siècles d'occupation espagnole, l'île obtient finalement son indépendance en 1898 à la suite d'une intervention américaine. Bien que l'île se revendique indépendante, il ne s'agit que d'une indépendance formelle puisque les États-Unis contrôleront l'entièreté de l'économie et de la politique du pays pendant plus d'un demi-siècle.

Dans son histoire moderne, Cuba n'a finalement connu que des régimes forts alternant entre colonie espagnole à un protectorat américain, en passant par la dictature de Fulgencio Batista en 1952 pour finir par la révolution castriste. Le 8 janvier 1959, Fidel Castro, leader de la guérilla, entre dans la Havane et instaure un régime socialiste fort tandis que les relations avec les États-Unis se détériorent. En effet, très rapidement, le nouveau régime a pour objectif de se « désaméricaniser » : les entreprises américaines installées à Cuba sont nationalisées et les expatriés américains sont contraints de rentrer chez eux. Washington répond sévèrement en imposant un embargo total, notamment sur les exportations de sucre cubain, principale ressource de l'île.

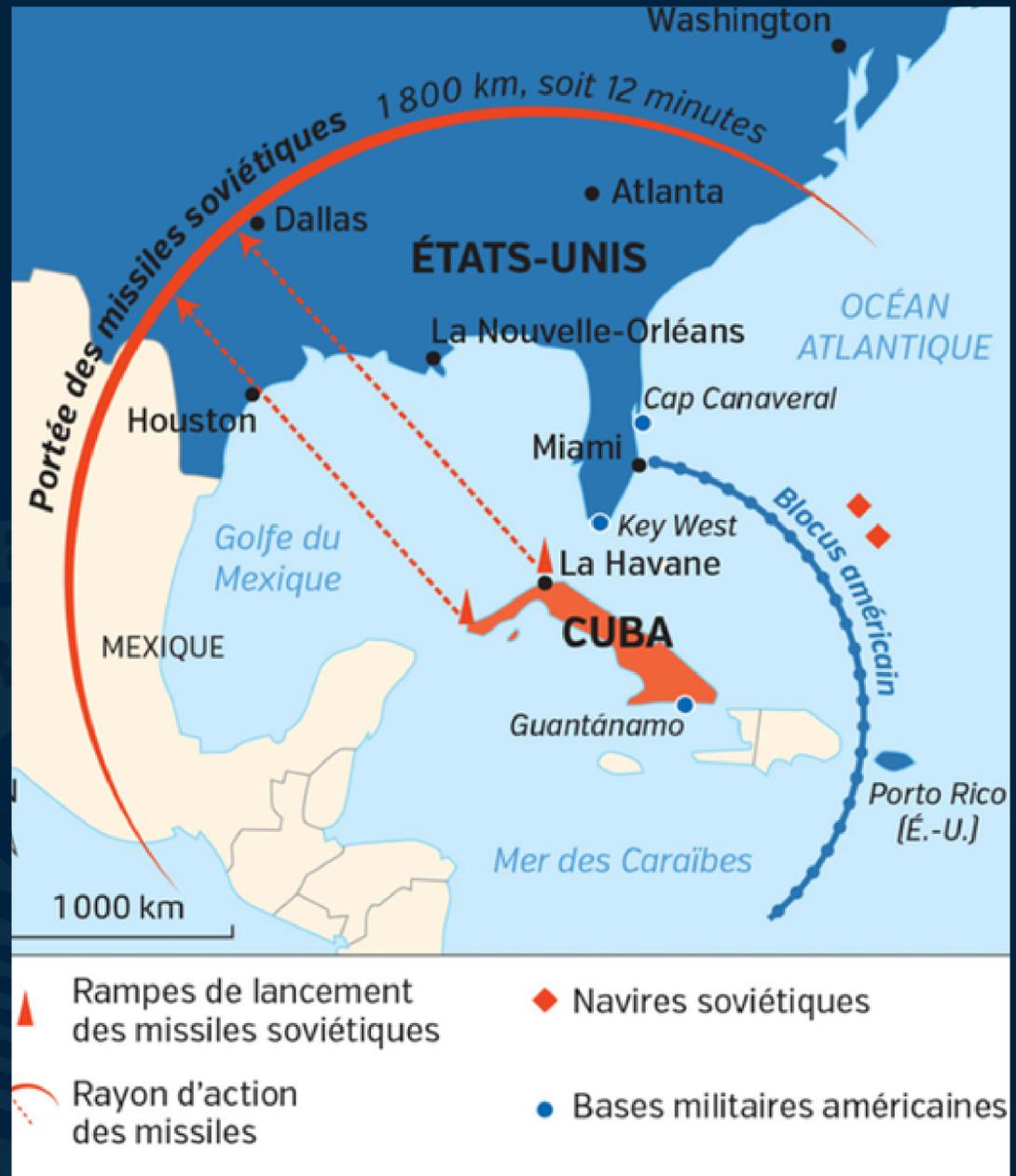
Très rapidement, l'eldorado des fortunes américaines est devenu la hantise de Washington, craignant le socialisme extrémiste de Castro. Initialement, souhaitant imposer un socialisme beaucoup plus libéral que celui de l'union soviétique se basant sur les principes de solidarité, de travail volontaire et de mobilisation populaire ; Cuba sera poussé par l'histoire et les événements à contredire cette volonté.

UN TOURNANT DÉCISIF DANS L'APAISEMENT DE LA GUERRE FROIDE

Première tentative : la baie des cochons

Alors que la Guerre froide est à son apogée et que les relations entre les deux superpuissances se dégradent, le gouvernement américain se fait la promesse de renverser le régime de Castro, dont l'existence de son régime soviétique, est inacceptable pour les Américains. Après une technique d'asphyxie économique mitigée, le recours à la force devient une nécessité.

En avril 1961, J.F. Kennedy tout récemment élu à la présidence des États-Unis, donne son accord au projet d'invasion de l'île préparé par la CIA. Le 14 avril 1961, un commando composé de 1400 réfugiés cubains équipés et entraînés par les Américains débarque dans la baie des Cochons. Immédiatement rejetés par les autorités cubaines, l'opération se révélera être un échec total, coûtant la vie à 114 Américains et faisant plus de 1000 prisonniers.



Véritable succès pour Castro, cet échec militaire est le symbole du mythe de la toute-puissance américaine; le premier d'une longue liste. Profondément humiliés, les Américains sont dans l'échec total : ayant pour effet inverse, cette opération pousse Castro à se déclarer officiellement communiste et de s'aligner avec Moscou, ravi de disposer d'une base à 140km des côtes américaines. Par la suite, Cuba affirme en 1966 lors de la conférence tricontinentale de La Havane son non-alignement avec les puissances occidentales. Le régime castriste s'engage également dans les combats anticolonialistes et envoie des troupes soutenir des pays comme le Congo, l'Algérie ou l'Angola dans leur révolution, leur décolonisation et leur indépendance.

Des missiles à Cuba ?

Si après l'épisode de la baie des cochons, les Cubains apparaissent plutôt confiants quant à leur puissance contre les Américains. En mai 1962, les hostilités reprennent lorsque Khrouchtchev lance l'opération Anadyr : dans le plus grand secret, l'URSS aurait envoyé plus de 50 000 soldats et une trentaine de missiles nucléaires à Cuba. Portée par le souhait de faire de l'île l'une des principales bases militaires de l'URSS, cette opération vient enflammer à nouveau les braises toujours ardentes des relations cubano-américaines.

En effet, le 14 octobre 1962, des avions américains repèrent sur le territoire cubain des rampes de lancement en cours d'installation pouvant recevoir des engins balistiques à moyenne portée, capables de transporter des charges nucléaires et d'atteindre une partie du territoire américain. Washington en pleine effervescence apprend en même temps que des cargos soviétiques porteurs de fusées offensives et de bombardiers Iliouchine sont déjà en route vers l'île.

CRISE DE CUBA : LE JOUR OÙ LE MONDE A FAILLI DISPARAÎTRE

- 1961: échec de l'invasion américaine à Cuba
- 14/10/1962: découverte des installations soviétiques
- 22/10/1962: blocus américain
- 28/10/1962: désescalade

Le 22 octobre 1962, quelques jours plus tard, Kennedy prononce sa célèbre allocution télévisée dans laquelle il appelle le président Khrouchtchev à renoncer à ses projets à Cuba. Deux jours plus tard, un blocus maritime visant à stopper les cargos soviétiques est mis en place. Ce n'est pas moins de 600 avions et 40 000 Marines qui sont mis en alerte. La tension est à son comble.

Le 26 octobre, à la suite d'un incident impliquant l'abattement d'un avion américain par les soviétiques, Kennedy ordonne qu'en cas de nouvelle agression, les sites de missiles seraient bombardés sur la flotte soviétique.

Quelques heures plus tard, Khrouchtchev envoie une lettre à Kennedy laissant entendre qu'il est prêt à négocier. Moins de 48h plus tard, les Soviétiques cèdent et retirent leurs fusées. Néanmoins, Moscou réussit à négocier le retrait de certains missiles américains en Turquie et l'engagement public de Washington à ne plus intervenir à Cuba.

La crise des missiles a de nombreuses conséquences sur l'échiquier politique des années 1960. En effet, le président Kennedy s'en voit fortement renforcé, ce qui consolide grandement au "mythe Kennedy". Cependant, ce succès politique ne l'empêchera pas d'être assassiné un an après cette crise. Quant au côté soviétique, Khrouchtchev est accusé par son propre camp d'avoir reculé face aux Américains. Face à cette honte suprême pour la Russie soviétique de l'époque, Khrouchtchev se retirera définitivement de la vie politique après cet évènement.

Quelles conséquences : le début de la fin de la Guerre froide ?

Après avoir frôlé la catastrophe et plus conscient que jamais du risque d'une escalade du conflit, aucune des deux superpuissances ne souhaite réellement basculer dans un affrontement nucléaire. Depuis, les deux pays cherchent désespérément à apaiser leurs relations et surtout à maintenir "l'équilibre de la terreur", seule garantie d'éviter une troisième guerre mondiale, cette fois nucléaire.

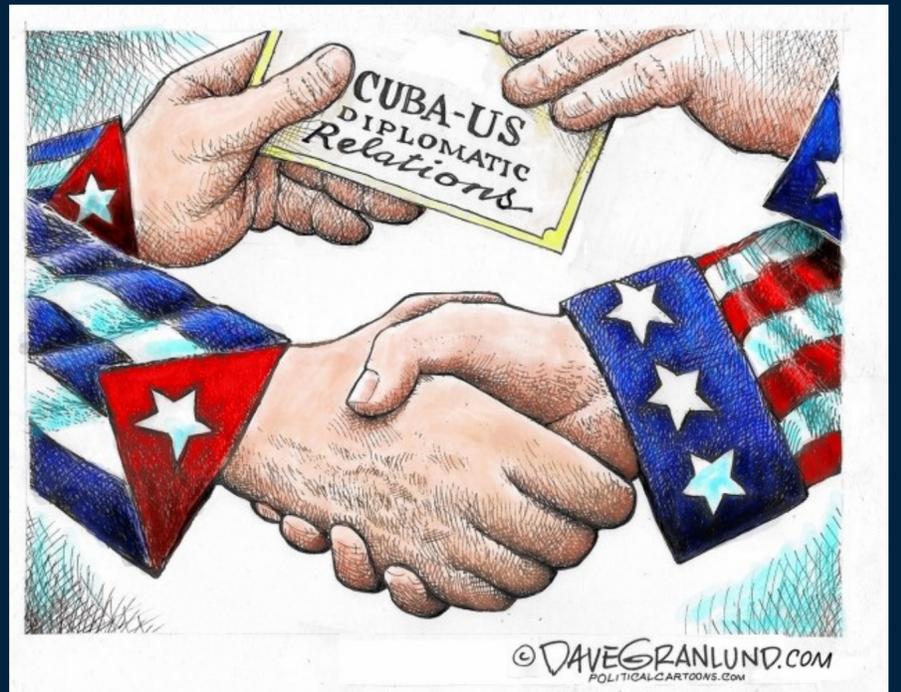
La plus grande preuve de cette période d'apaisement est la signature du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1968 : prônant le désarmement et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, ce traité impose également aux cinq États dotés de l'arme nucléaire (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, Chine, France) l'interdiction de livrer du matériel ou des renseignements aux autres États non dotés de l'arme nucléaire, tandis que ces derniers s'engagent à ne pas fabriquer cette arme ni à chercher à se la procurer.

En plus de ces conséquences idéologiques, la crise entraîne des conséquences aux manifestations matérielles dont la plus célèbre, peut-être, est la mise en place du célèbre téléphone rouge. Ce fameux téléphone se matérialise par l'installation d'une ligne téléphonique entre Moscou et Washington à partir de 1963 permettant d'établir une communication directe et quasi instantanée entre les présidents des deux grandes puissances. C'est le début de la période qu'on appellera la *détente*.

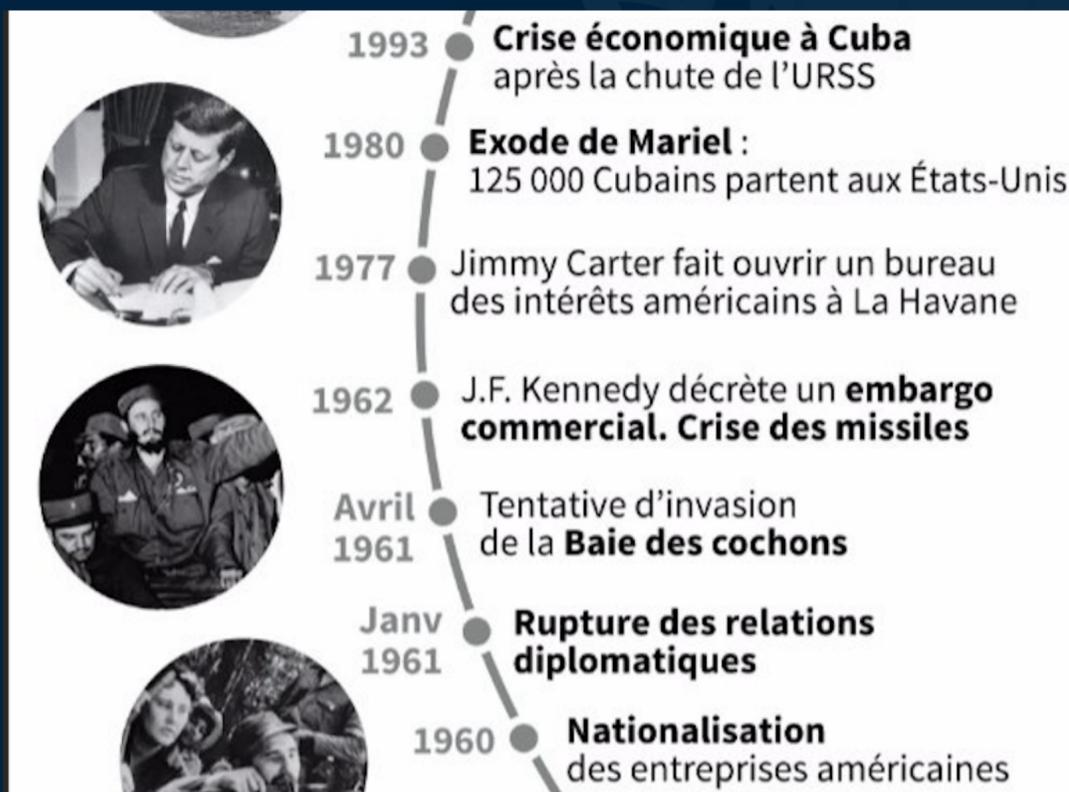
ENTRE LES BLESSURES DU PASSÉ ET LES ESPOIRS DE DEMAIN :

États-Unis / Cuba : un pas en avant et trois en arrière

Toujours sous embargo aujourd'hui, la fin de la Guerre froide n'a pas marqué la fin des sanctions à l'égard de l'île. Tandis que la liste des pays sous embargo américain s'allonge (Iran, Syrie, Soudan, Corée du Nord, Birmanie, Libye et Crimée), Cuba peine à se développer face aux sanctions du géant américain. Bien que les restrictions soient toujours fortes, les conditions ont fluctué au cours des dernières décennies. La première modification a lieu en 1996, lorsqu'un projet de loi appelé Cuban Liberty and Democracy Solidarity Act (ou Loi Helms-Burton) vient renforcer les sanctions envers l'île en pénalisant les FTN investissant ou commerçant avec des entreprises cubaines, privant Cuba d'investisseurs étrangers. Cette loi a également pour conséquence un durcissement de la modification de l'embargo : en effet, désormais la levée de l'embargo ne dépendra plus uniquement du président mais devra être également approuvée par le Congrès.



Après des décennies sous embargo américain, les Cubains étouffent. Cependant, en 1998, un collectif de patrons américains souhaitant investir à Cuba, demande au président américain de l'époque, Bill Clinton, un assouplissement de l'embargo. Ainsi, l'administration Clinton établit trois améliorations majeures. Premièrement, la possibilité de vols humanitaires entre Cuba et les États-Unis au départ d'un aéroport américain. Ensuite, l'autorisation pour les Américains d'origine cubaine ou pour les exilés cubains vivant aux États-Unis d'envoyer de l'argent jusqu'à la somme maximale de 1200\$ à leurs familles restées sur place. Enfin, la simplification des formalités relatives à l'envoi de produits alimentaires ou médicaux à des particuliers cubains. Cette première vague de levées des sanctions permettent aux Cubains de souffler mais ces mesures restent insuffisantes pour faire face à la profonde crise qui touche le pays.



frise chronologique de P Pizarro & P Defosseux

Si l'administration Clinton a voulu assouplir les conditions de l'embargo, ce n'est qu'en 2014 sous la présidence de Barack Obama que les relations entre les deux États vont prendre un tournant inattendu. En effet, le président Obama annonce fin 2014 son souhait d'une reprise des relations diplomatiques avec Cuba.

CRISE DE CUBA : LE JOUR OÙ LE MONDE A FAILLI DISPARAÎTRE

Les relations Cuba-États-Unis

frise chronologique de P Pizarro & P Defosseux



Cette prise de parole sera suivie de nombreuses mesures visant à rapprocher les deux pays. Le 10 avril 2015, a lieu une rencontre historique entre Barack Obama et Raul Castro lors du Sommet des Amériques au Panama. Premier pas vers un retour à la normal, cette rencontre marque les débuts ou du moins la tentative d'une normalisation. En mai, les États-Unis retirent symboliquement Cuba de leur liste noire des états terroristes tandis que le 1er juillet 2015, les ambassades respectives rouvrent leurs portes après des décennies de fermeture. Ce rapprochement se soldera le 20 mars 2016 par une visite historique du président Obama, puisque ce fut le premier président américain se rendant sur l'île depuis 1928.

Les conséquences de ce rapprochement sont multiples et immédiates. Grâce à la simplification des mesures de voyages, Cuba connaît un boost économique fulgurant. Le nombre de touristes se voit être multiplié par plus de 6 passant de 90 000 en 2014 à 600 000 en 2017 et les investisseurs affluent en masse.

Si l'année 2016 s'était bien annoncée pour Cuba et les États-Unis, c'est dans un cadre bien plus inquiétant qu'elle s'achève. Le 8 novembre 2016, l'île doit d'abord faire face à l'élection de Donald Trump, élu à la présidence américaine et farouchement hostile à cette politique de rapprochement entamée par son prédécesseur, puis seulement quelques jours plus tard, c'est Fidel Castro qui s'éteint le 16 novembre.

Dès juin 2017, Donald Trump s'attaque à la normalisation des deux pays. L'administration Trump a appliqué plus de 130 mesures pour renforcer l'embargo, parmi elles : la restriction de l'envoi d'argent vers les familles cubaines, la suspension des croisières américaines et de la plupart des vols directs vers les USA ainsi que la fermeture du consulat américain à La Havane. Le 29 septembre 2017, l'administration Trump, invoquant une attaque cubaine, décide de rappeler la moitié de la délégation américaine et expulse une dizaine de jours plus tard, 15 diplomates cubains en poste à Washington. Enfin, quelques jours seulement avant les élections de 2020, Trump, en guise de symbole, remet Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme.

CRISE DE CUBA : LE JOUR OÙ LE MONDE A FAILLI DISPARAÎTRE

Le Cuba d'aujourd'hui : entre inflation et répression

En plus des conséquences diplomatiques, l'embargo engendre bien sûr, des conséquences dévastatrices pour l'économie déjà fragile de Cuba : bannit du Fonds Monétaire International (FMI) et de l'Organisation des États Américains (OEA), le pays se voit interdit l'accès aux crédits de la Banque mondiale. En 1991, la chute de l'URSS vient ébranler, une fois de plus, l'économie de l'île qui perd son principal allié commercial et stratégique. La chute est brutale : le pays perd près de 85 % de ses marchés à l'exportation provoquant un effondrement du PIB de 35 % entre 1990 et 1993. Le gouvernement cubain va alors mettre en place, une « période spéciale en temps de paix » consistant à adopter des restrictions draconiennes qui prend la forme d'un système de rationnement, toujours en place aujourd'hui.

Néanmoins, Cuba arrive à maintenir son économie à flots, en remplaçant graduellement l'aide soviétique par une coopération approfondie avec les autres pays d'Amérique du Sud : Paraguay, Bolivie, Venezuela, Brésil, ou encore Argentine, le pays multiplie les accords commerciaux dans le but de préserver son économie durement endommagée. À partir de 1999, le président vénézuélien, Hugo Chavez fournira du pétrole à Cuba en échange d'envoi de docteurs cubains dans les villes vénézuéliennes pour opérer les patients de la cataracte. Plus de 10 millions de personnes seront ainsi soignées en 10 ans. Ces politiques de coopérations avec les autres pays d'Amérique du Sud, vont doucement pousser les États-Unis à revoir leur politique vis-à-vis de Cuba.



Eva Marie Uzcategui, NBC news

Malgré l'élection de Joe Biden et la déclaration encourageante du président cubain Miguel Diaz-Canel saluant "la nouvelle direction" prise par le peuple américain, l'hypothèse d'un retour de la réconciliation cubano-américaine entamée par Obama depuis 2014, reste peu crédible. Dans un contexte de guerre russo-ukrainienne et du retrait des troupes en Afghanistan ; les États-Unis ont d'autres priorités tandis que Cuba doit affronter de nouveaux défis : d'abord la crise du Covid-19 qui bien qu'elle ait eu peu d'impact humain, vient freiner massivement l'économie touristique.

Privé de ses touristes, Cuba sombre dans une crise économique et sociale endémique. Résultat de ce climat complexe, face à l'inflation titanesque des biens de consommation, les manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes exaltent à La Havane. En juillet 2021, c'étaient des milliers de Cubains qui défilaient dans les rues des grandes villes du pays, pour dénoncer le régime oppressif castriste. Largement diffusées sur les réseaux sociaux, ces manifestations ont fait l'objet de nombreuses et violentes répressions de la part des forces de police, blessant des dizaines de Cubains et menant à l'arrestation de 1300 manifestants. Si le président cubain, Miguel Diaz Canel a reconnu les plaintes des manifestants, il a accusé Washington d'avoir incité les Cubains à manifester. Un an après, c'est au total 488 Cubains qui ont été condamnés à des peines de prison allant de 10 à 18 ans de prison. Accusés d'avoir « porté atteinte à l'ordre constitutionnel et à la stabilité » de l'État cubain, le Parlement a approuvé en mai dernier à l'« unanimité » un nouveau code pénal réprimant davantage la contestation.

SOURCES

- **ARTICLES SCIENTIFIQUES :**

- Loi Helms-Burton contre Cuba : l'extraterritorialité du droit américain - IRIS par Janette Habel (2019)
- Cuban Revolution: Facts & Related Content - Britannica

- **OUVRAGES :**

- Atlas des crises et des conflits - Pascal Boniface et Hubert Védrine

- **SITES INTERNET :**

- La crise des missiles de Cuba - Timetoast
- Quel rôle a joué Cuba durant la guerre froide ? - Futura Sciences
- L'AIEA et le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires - Agence internationale de l'énergie atomique
- La crise de l'économie cubaine, facteur de transformation politique ? - Irénées



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

